



Assemblée générale

Distr. générale
27 juillet 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 64 a) de l'ordre du jour provisoire*

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : dixième rapport complet sur les progrès de la mise en œuvre et l'appui international

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Après l'adoption, comme cadre de développement socioéconomique du continent, du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les pays africains, avec l'appui de la communauté internationale, ont pris des mesures pour mettre en œuvre les priorités sectorielles du NEPAD et se ménager de meilleures possibilités d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le présent rapport, mandaté par la résolution A/66/286 de l'Assemblée générale, indique que malgré le ralentissement économique mondial et les effets de la crise financière et économique, qui continuent à se faire sentir, des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre du NEPAD. La création de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et son intégration dans la structure et les processus de l'Union africaine ont donné un nouvel élan à la mise en œuvre des activités prioritaires du Partenariat. Cette nouvelle dynamique a permis la réalisation de progrès sensibles, comme la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et d'initiatives multinationales dans le domaine des infrastructures.

* A/67/150.



Étant donné le caractère incertain et la lenteur de la reprise mondiale, le principal défi pour les pays africains est de préserver leurs acquis et, ce faisant, d'assurer que la conjoncture économique troublée du moment ne vienne défaire les progrès réalisés. À cette fin, comme les y invitent les textes issus de plusieurs conférences mondiales des Nations Unies, à savoir la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue à sa soixante-cinquième session, les partenaires de développement doivent tenir leurs engagements existants afin d'augmenter et de rendre plus efficace l'aide au développement. Le libre-échange équitable étant un moteur de croissance susceptible d'élargir les marchés et de générer de l'emploi, les partenaires de développement doivent enfin faire aboutir le Cycle de négociations commerciales de Doha avec son volet « développement ». Pour leur part, les pays africains doivent aussi mobiliser davantage les ressources du continent et renforcer l'intégration régionale pour créer des marchés plus vastes et mettre en place, avec la participation du secteur privé, des économies plus fortes. Ils doivent également allouer davantage de ressources aux priorités du NEPAD et entreprendre les réformes appropriées pour encourager une participation accrue du secteur privé à ses projets et promouvoir les partenariats entre secteur public et secteur privé. Alors que commence la deuxième décennie du NEPAD, les pays africains et la communauté internationale, y compris le système des Nations Unies, doivent renforcer leur partenariat en faveur du développement sur la base d'une responsabilisation mutuelle. Par ailleurs, le système des Nations Unies doit continuer d'accorder la priorité aux besoins spéciaux de l'Afrique en matière de développement. Le programme en faveur du développement de l'après-2015 ainsi que le suivi et la mise en œuvre des textes issus de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable doivent accorder une attention particulière aux besoins de l'Afrique.

I. Introduction

1. Dans sa résolution 66/286 intitulée « Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international », l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-septième session un rapport complet sur l'application de la résolution. Le présent rapport fait suite à cette demande.

2. Il met l'accent sur les mesures adoptées par les organisations et pays africains pour mettre en œuvre les priorités du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le concours apporté par la communauté internationale et l'appui fourni par le système des Nations Unies au cours de l'année écoulée, ainsi que les activités entreprises par le secteur privé et la société civile à l'appui du NEPAD. Les renseignements fournis par les États Membres, la Banque africaine de développement (BAfD), l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (Agence du NEPAD), le secrétariat du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et divers organismes du système des Nations Unies ont aidé à la rédaction du rapport.

II. Mesures prises par les organisations et pays africains

3. Le NEPAD représente une vision collective et un cadre stratégique pour le développement socioéconomique de l'Afrique. Son principal objectif est de susciter une croissance économique soutenue, généralisée et équitable, qui permette à l'Afrique de réduire la pauvreté et de mieux s'intégrer dans l'économie mondiale. La concrétisation de cette vision exige la mise en œuvre des grandes priorités sectorielles du NEPAD d'une manière qui évolue en parallèle avec les nouvelles réalités économiques et politiques mondiales. Le NEPAD offre aux pays africains des possibilités uniques de prendre le contrôle complet de leur programme de développement en collaborant plus étroitement et plus efficacement avec la communauté internationale. Dans le cadre du NEPAD, chaque pays est censé élaborer son propre schéma conforme aux objectifs du NEPAD et assumer la responsabilité de la mise en œuvre des programmes du NEPAD sur le plan national. Au niveau régional, la Commission économique pour l'Afrique et la BAfD continuent d'apporter un appui déterminant pour la mise en œuvre des programmes et projets du NEPAD. Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique coordonne les activités de sensibilisation en faveur du NEPAD au niveau mondial et encourage l'accroissement du soutien de la communauté internationale au programme. En outre, les communautés économiques régionales, qui sont les principales institutions de l'intégration économique de l'Afrique, jouent un rôle moteur dans l'exécution des projets au niveau sous-régional.

A. Infrastructures

4. En matière d'infrastructures, les pays africains ont continué, au cours de l'année écoulée, de concentrer leurs efforts sur les transports, l'énergie et l'eau. La création de l'Agence du NEPAD et son intégration dans les structures et processus de l'Union africaine ont permis de renforcer la cohérence et d'améliorer la coordination des efforts de développement. L'Agence a continué d'apporter son

concours à la mise en œuvre d'un projet d'infrastructure prioritaire couvrant la période 2010-2015, mené conjointement avec la Commission de l'Union africaine. Le projet se fonde sur le Programme pour le développement de l'infrastructure en Afrique, qui demeure le cadre de développement de l'infrastructure régionale et continentale en Afrique.

5. Dans le domaine de l'infrastructure et de l'intégration régionales, l'Agence du NEPAD a facilité la mise en œuvre de sept projets régionaux dans le cadre de l'initiative présidentielle en faveur des infrastructures de l'Union africaine/NEPAD, approuvée en janvier 2012, lors de la seizième session de l'Assemblée de l'Union africaine. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne les travaux techniques nécessaires, notamment les études de faisabilité et les études d'impact environnemental, et le financement nécessaire à la mise en œuvre de certains projets a été trouvé. L'Agence du NEPAD a contribué à l'élaboration d'un cadre de mise en œuvre et de suivi de l'initiative et à la rédaction de rapports intérimaires sur les projets qui en font partie.

6. Quand la bioénergie a été désignée domaine prioritaire du NEPAD pour la période 2010-2014, l'Agence a élaboré deux concepts de projets pour orienter le développement de son programme en matière de biocarburants, lesquels seront mis en œuvre en consultation avec les principales parties prenantes. Le premier se penche sur les questions relatives à la bioénergie au niveau des petits exploitants et le deuxième sur la politique en matière de biocarburants. Le document descriptif concernant le premier projet a été arrêté définitivement en collaboration avec l'Université des Nations Unies. Des efforts sont en cours pour lever les fonds nécessaires à l'exécution du programme. Les pays africains travaillent aussi à l'élaboration de solutions énergétiques durables dans le contexte de l'initiative mondiale du Secrétaire général sur l'énergie durable pour tous, qui vise à assurer l'accès universel à des services énergétiques modernes, à doubler le taux mondial d'amélioration des rendements énergétiques et à doubler la part des énergies renouvelables dans l'ensemble des ressources énergétiques mondiales.

7. Pour réduire la pénurie d'énergie en Afrique, l'Agence du NEPAD a travaillé sur un programme de développement des énergies propres faisant appel à l'énergie solaire qui est abondante en Afrique. En outre, elle a facilité le renforcement des capacités des parties prenantes africaines dans des domaines critiques concernant l'électricité et les énergies renouvelables. Des accords ont également été passés avec l'Agence internationale de l'énergie en vue d'ouvrir aux parties prenantes africaines son programme de renforcement des capacités dans le domaine de l'énergie.

8. Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, l'Agence du NEPAD a concentré ses efforts sur la constitution et le renforcement de capacités d'élaboration et d'exécution de programmes en faisant le plus possible appel à des partenariats. C'est ainsi que WaterAid a convenu de mettre à la disposition de l'Agence du NEPAD, pour de courtes durées, des consultants chargés de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de ses programmes. Les deux organismes sont également convenus de collaborer à l'exécution de programmes et de projets régionaux et continentaux dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

9. Compte tenu des vastes gisements d'uranium qui existent en Afrique, l'Agence du NEPAD s'efforce de promouvoir le développement de l'énergie nucléaire en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Antérieurement, les efforts avaient visé à amener les parties prenantes du nucléaire à œuvrer à

l'élaboration d'un programme proprement africain pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins de production d'électricité. Cependant, à la suite du tremblement de terre et du tsunami qui ont frappé le Japon en mars 2011 et de l'explosion de la centrale nucléaire de Fukushima qui s'en est suivie, l'idée fait actuellement l'objet d'un réexamen.

B. Agriculture et sécurité alimentaire

10. Les efforts se sont poursuivis pour promouvoir le développement de l'agriculture dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

11. En juin 2012, 21 des 30 pays qui avaient signé des pactes dans le cadre du PDDAA avaient élaboré leur plan national d'investissement dans l'agriculture et 18 l'avaient soumis à un examen technique et organisé des réunions pour mobiliser le financement nécessaire à sa mise en œuvre. Les pays africains ont également continué de progresser vers la réalisation de l'objectif consistant à allouer à l'agriculture 10 % de leur budget, conformément aux dispositions de la Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, 6 d'entre eux ayant atteint cet objectif et 10 consacrant déjà à l'agriculture de 5 à 10 % de leur budget. En outre, 10 pays ont enregistré au deuxième semestre de 2011 un taux de croissance annuel de leur secteur agricole d'au moins 6 %. Il convient de noter le nombre croissant de pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe qui intègrent le PDDAA dans leur programme de développement agricole. Le Mozambique et les Seychelles ont signé leur pacte relatif au PDDAA et l'Afrique du Sud a tenu des consultations avec les parties prenantes aux niveaux provincial et national en vue d'arrêter le contenu du sien.

12. Le Partenariat pour la pêche en Afrique renforce son soutien technique aux États membres de l'Union africaine à mesure qu'ils mettent en œuvre des réformes de la gestion et du commerce de la pêche. En octobre 2011, le Partenariat a achevé sa transformation. Au lieu de constituer un programme au sein de l'Agence du NEPAD, il est désormais géré comme une structure de titrisation exploitant un fonds commun dans le cadre de l'Agence. Au moyen de cette structure, celle-ci et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ont établi un programme quinquennal (2011-2015) disposant d'un budget global de 12,9 millions de dollars.

13. Dans le cadre du Partenariat, l'Agence du NEPAD a fourni une assistance technique au Secrétariat de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) pour renforcer sa capacité à coordonner les réformes de la pêche dans les États membres de la Communauté afin de leur permettre de réaliser pleinement le potentiel du secteur de la pêche dans le développement économique. L'Agence a également signé un mémorandum d'accord avec le Ministère de l'agriculture chinois pour renforcer la coopération en matière d'agriculture et de pêche.

14. Pour faire face aux incidences du changement climatique sur l'agriculture, l'Agence du NEPAD a élaboré un cadre d'adaptation et d'atténuation qui a été entériné par l'Union africaine. Un don d'un montant de 1,5 million de dollars a par ailleurs été octroyé par le Fonds à effet de levier TerrAfrica. Les pays africains reçoivent dans ce cadre un soutien pour la conception et la mise en œuvre de

programmes d'adaptation de l'agriculture au climat. Ainsi, le Niger et le Togo ont mis la dernière main à leur cadre d'investissement stratégique, tandis que d'autres pays (Éthiopie, Ghana, Lesotho et Togo) ont harmonisé leurs initiatives de développement avec leur politique de gestion durable des terres et leurs directives stratégiques.

15. On peut citer comme autre exemple de progrès notable la mobilisation de ressources du secteur privé pour la mise en œuvre du PDDAA par l'intermédiaire du Consortium panafricain de l'agro-industrie et du négoce agricole. L'accent sera mis sur la mise en place de chaînes de valeur agricoles en Afrique.

C. Santé

16. L'Agence du NEPAD a continué d'intervenir de manière décisive pour que soient atteints les objectifs du NEPAD en matière de santé, notamment l'amélioration du système de soins de santé en Afrique et l'élargissement de l'accès à des médicaments sûrs et abordables pour tous les Africains. Ces objectifs s'inscrivent dans la ligne des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier ceux relatifs à la réduction de la mortalité infantile (objectif 4), à la réduction de la mortalité maternelle (objectif 5) et à la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies (objectif 6). Reconnaisant que les progrès réalisés sont limités, l'Agence du NEPAD a concentré ses efforts au cours de la période considérée sur l'accélération des progrès pour la réalisation des objectifs du Millénaire.

17. L'initiative en faveur de l'harmonisation de l'homologation des médicaments en Afrique demeure le principal cadre guidant les interventions dans le secteur de la santé. La période considérée a vu le lancement en République-Unie de Tanzanie d'un projet d'harmonisation de la réglementation en matière de médicaments pour la Communauté d'Afrique de l'Est ainsi que de formation du personnel de santé de la Communauté. Un comité consultatif a également été établi. L'Agence du NEPAD a par ailleurs mobilisé des moyens financiers et techniques pour la mise en œuvre de l'initiative. Un fonds d'affectation spéciale d'un montant de 12,5 millions de dollars a été établi avec un capital initial fourni par la Fondation Bill et Melinda Gates; il sera géré par la Banque mondiale qui s'est jointe à l'initiative en qualité de partenaire.

18. Un autre programme, intitulé « Research for Health Africa », a été lancé pour aider les pays africains à renforcer leur capacité à formuler leur politique. Des progrès ont été enregistrés en ce qui concerne l'utilisation de ce programme pour parvenir à l'équité en matière de santé, réduire la pauvreté et contribuer au développement socioéconomique de l'Afrique.

19. Il convient de signaler aussi le lancement d'un projet de recherche intitulé « Eval-Health », qui vise à élaborer et mettre à l'essai des méthodes de suivi et d'évaluation des interventions liées à la santé dans les pays en développement. L'Agence du NEPAD a travaillé à l'élaboration de cette méthodologie et des instruments à utiliser pour effectuer des études de cas. L'une des limitations majeures du projet est l'absence de personnel qui lui soit spécifiquement affecté.

D. Enseignement et formation

20. Au cours de la période considérée, des activités ont été menées dans le secteur de l'enseignement et de la formation pour promouvoir le développement des ressources humaines dans les professions d'infirmiers et de sages-femmes en Afrique, par le biais de négociations avec le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie afin de déployer des infirmiers et des sages-femmes diplômés dans les communautés rurales, au moyen de dispensaires mobiles. En outre, l'Agence du NEPAD a mis l'accent sur l'enseignement dans le domaine forestier et présenté au Gouvernement suédois une demande visant à obtenir les fonds nécessaires pour financer un atelier destiné à mettre au point un programme d'enseignement forestier de troisième cycle.

21. Plusieurs États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, à savoir le Congo, le Gabon et le Tchad, mettent en œuvre un programme visant à améliorer l'enseignement et les qualifications des infirmiers et des sages-femmes et proposant des cours de deuxième et troisième cycles. Un don de 1,5 million de dollars a été reçu du Gouvernement chinois en soutien à ce programme. En outre, des accords ont été signés avec des universités offrant déjà une formation d'infirmiers et de sages-femmes qui conseilleront les universités d'Afrique centrale qui participent au programme.

22. Le projet de création d'un centre régional pour l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie s'est poursuivi dans le cadre d'efforts visant à obtenir le soutien des Gouvernements gabonais et sud-africain pour l'installation de ce centre au Gabon.

23. Étant donné le niveau élevé du chômage parmi les jeunes, les pays africains accentuent leurs efforts pour en améliorer les qualifications par l'apprentissage et l'enseignement et la formation professionnelle et technique. La Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation internationale du Travail et la BAfD soutiennent conjointement les pays africains en vue d'accroître l'efficacité des programmes existants d'emploi pour les jeunes.

24. Le programme d'horticulture vivrière locale pour les repas scolaires, qui favorise la fréquentation scolaire en fournissant aux élèves des aliments nutritifs, a lui aussi un impact direct sur l'enseignement; il est mis en œuvre dans le cadre du PDDAA. La Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Mali et le Nigéria mettent en œuvre des programmes nationaux d'alimentation dans les écoles fondés sur la production agricole locale. D'autres pays ont demandé une assistance technique pour l'élaboration et la gestion de tels programmes. Une étude de cas a été effectuée au Botswana pour évaluer les coûts et avantages du programme et en informer les décideurs et processus de décision nationaux.

E. Environnement et tourisme

25. Sept ans après son adoption, des progrès ont été enregistrés dans la mise en œuvre du Plan d'action du NEPAD pour l'environnement. Au cours de la période considérée, les pays africains et organisations sous-régionales ont intensifié leurs efforts pour mettre en œuvre les programmes phares du plan d'action, tels que la Muraille verte pour le Sahara, le Partenariat pour les forêts du bassin du Congo et le Programme d'informations climatiques pour le développement en Afrique. On peut

citer comme réalisation marquante le renforcement de la mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique et de son Protocole de Kyoto.

26. En collaboration avec la Commission de l'Union africaine et la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, l'Agence du NEPAD a lancé un processus d'examen de la mise en œuvre du plan d'action afin de veiller à ce qu'il tienne dûment compte des nouvelles questions qui se posent et tire les enseignements du processus de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

27. Les efforts se sont poursuivis pour aider les femmes et autres groupes vulnérables à faire face aux effets du changement climatique sur l'agriculture, essentiellement par le renforcement et la rationalisation des cadres institutionnel et politique, par la création de capacités locales grâce à la formation et au partage des connaissances et par l'amélioration de l'accès à l'information, aux connaissances et aux technologies.

28. Un programme de gestion des ressources naturelles a été adopté à titre de programme phare du NEPAD par le Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de son orientation, lors de sa vingt-quatrième réunion, tenue en janvier 2011 à Addis-Abeba. Le programme vise surtout à assurer que les peuples africains profitent des vastes ressources naturelles du continent. D'autres interventions menées dans le cadre de ce programme visent à renforcer la gouvernance en matière de gestion des ressources naturelles. Des efforts sont en cours pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre du programme et de ses projets.

29. En Afrique de l'Ouest, l'Agence du NEPAD facilite la mise en œuvre d'un projet portant sur les sciences de l'eau, qui vise à examiner l'accès à l'information et aux technologies pour améliorer la gestion des ressources en eau, y compris les mécanismes d'échange, entre organisations et pays, d'informations sur les technologies de l'eau et d'expériences de gestion. Il promeut les technologies appropriées pour le développement durable et assure des services publics d'enseignement et de formation.

30. Dans le cadre de la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement s'est concentrée sur la définition d'une position de négociation africaine commune en ce qui concerne la mise en place pour l'après-2012 d'un régime international en matière de changement climatique et sur l'élaboration d'un ensemble complet de programmes africains dans ce domaine. Les activités de l'Agence du NEPAD relatives au changement climatique ont été guidées par ces travaux.

31. Le tourisme est un important catalyseur du développement du fait de ses retombées positives sur les autres secteurs de l'économie. Pour atténuer les effets de la lenteur de la reprise économique mondiale sur le tourisme et faire de l'Afrique une destination attrayante, la Commission de l'Union africaine et l'Agence du NEPAD œuvrent activement, en partenariat avec les organisations nationales, régionales, continentales et mondiales, à la promotion d'un programme complet d'intégration régionale dans le secteur du tourisme. Plusieurs pays africains ont élaboré des plans directeurs pour le tourisme avec l'aide de l'Organisation mondiale du tourisme et d'autres partenaires de développement.

F. Technologies de l'information et des communications

32. Sur décision du Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de l'orientation du NEPAD à sa vingt-troisième session, tenue en juillet 2010 en Ouganda, le Programme cyberAfrique est devenu le cadre principal du secteur prioritaire des technologies de l'information et des communications. Son objectif majeur est d'assurer que chaque pays africain soit relié à ses voisins par des liaisons fibres optiques en large bande et que l'Afrique soit reliée au reste du monde par des câbles sous-marins à large bande.

33. Le Programme cyberAfrique, chargé d'élaborer des politiques, stratégies et projets au niveau continental pour le développement des technologies de l'information et des communications à travers l'Afrique, a poursuivi la mise en œuvre de ses initiatives clefs, à savoir le réseau d'infrastructure TIC à bande large pour l'Afrique et l'initiative « L'informatique à l'école » du NEPAD.

34. S'agissant de la connectivité terrestre, le Programme cyberAfrique effectuera, grâce à un financement de l'Union européenne, deux études concernant le haut débit qui couvriront l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest et devraient être achevées au premier trimestre de 2013. Elles devraient déboucher sur des projets susceptibles d'être financés comprenant des modèles et plans d'action pour la mise en place de réseaux régionaux transfrontaliers. On prévoit que les plans d'action accéléreront la mobilisation de fonds d'investissement pour les projets dans le cadre du Programme de développement des infrastructures en Afrique. Ces études faciliteront également l'élaboration d'une base de données pour systèmes d'information géographique et d'une carte interactive régionale de connectivité en large bande.

35. Pour créer un environnement plus favorable au développement des technologies de l'information et des communications, l'Agence du NEPAD collabore avec la Commission de l'Union africaine à l'élaboration d'une convention de l'Union sur l'établissement d'un cadre juridique crédible pour la cybersécurité en Afrique sur le modèle de la Convention sur la cybercriminalité. Au cours du premier semestre de 2012, le projet de convention a été examiné par les parties prenantes des communautés économiques régionales. Il est aujourd'hui prêt à être présenté à la Conférence des ministres africains en charge des technologies de l'information et des communications et ultérieurement, en janvier 2013, à l'Assemblée de l'Union africaine lors de sa vingtième session ordinaire.

36. Les progrès se sont également poursuivis en ce qui concerne la mise en œuvre du câble sous-marin d'Uhurunet du réseau terrestre transfrontalier Umojanet. Pour le premier, il convient de noter la conclusion de l'accord de construction et de maintenance ainsi que du contrat de fourniture du câble d'Uhurunet qui reliera la côte africaine à l'Europe. Cette partie du câble s'étendra de la France à l'Afrique du Sud et reliera tous les pays de la côte occidentale de l'Afrique.

37. Après la participation de 80 écoles appartenant à 16 pays africains à l'initiative « L'informatique à l'école » du NEPAD, l'Agence prépare une étude de suivi et d'évaluation de la phase de démonstration pour déterminer l'impact de l'utilisation de fonds universellement accessibles pour soutenir l'enseignement électronique. Au cours de la période considérée, l'Agence du NEPAD a également procédé à l'examen d'un projet d'enseignement électronique en Ouganda. L'une des recommandations qui en est issue est la nécessité d'établir des organismes ou

mécanismes de mise en œuvre nationaux à participation multiple pour coordonner l'enseignement électronique dans les différents pays.

G. Science et technologie

38. Au cours de la période considérée, l'Agence du NEPAD a continué de promouvoir l'innovation, d'encourager les partenariats, de faciliter le partage des connaissances et d'améliorer tant sur le plan de la quantité que de la qualité la recherche-développement dans l'ensemble de l'Afrique en poursuivant la mise en œuvre du Plan d'action consolidé pour la science et la technologie.

39. Après le lancement officiel, en mai 2011, de la seconde phase de l'initiative des indicateurs africains pour la science, la technologie et l'innovation, le nombre de pays africains bénéficiant du renforcement de leur capacité en matière d'enquêtes sur la recherche-développement et l'innovation est passé de 19 à 28. En octobre 2011 a été organisé en collaboration avec le Gouvernement camerounais un atelier qui a abouti à l'élaboration d'un ensemble d'enquêtes types sur la recherche-développement et l'innovation, destinées à être utilisées par les États membres de l'Union africaine dans les secteurs des entreprises, de l'administration, de l'enseignement supérieur et des activités à but non lucratif. L'Agence du NEPAD a établi, pour guider cette initiative, un comité consultatif composé d'experts africains et d'organisations internationales.

40. Dans le cadre de l'initiative « Biosciences Afrique », le Réseau d'Afrique australe pour les biosciences a élaboré de grandes publications. Grâce au Réseau, 30 étudiants en sciences de la région du niveau du doctorat et du master ont été formés, dont un nombre de femmes qui a augmenté de manière appréciable. Plus de 300 participants ont bénéficié de 13 cours spécialisés dans les domaines de la pisciculture, de la production de champignons, du transfert de technologie et de la commercialisation, de la gestion de la propriété intellectuelle, de la gestion de projets, des technologies de l'information et des communications et de la gestion de bases de données et de la communication scientifique.

H. Égalité des sexes, autonomisation des femmes et participation de la société civile

41. Au cours de la période considérée, l'Agence du NEPAD a poursuivi ses activités relatives à la démarginalisation et à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des sexes. Elle a achevé le processus d'alignement entre son programme en la matière et les 10 thèmes de la Décennie des femmes africaines en allouant des fonds pour les priorités que sont la santé et la mortalité maternelles. Dans le cadre du Fonds Espagne/NEPAD pour l'autonomisation des femmes africaines, un appui technique pour le suivi des projets a été fourni grâce à l'octroi d'un financement provenant de la première phase. Ce soutien a permis de mener à bien trois projets, ce qui a porté à 38 le nombre de projets achevés (sur les 46 approuvés). Dans le cadre de la deuxième phase du Fonds, 31 projets ont été approuvés pour un montant total de 8,2 millions d'euros. Les propositions de projets couvrent trois secteurs prioritaires : l'autonomisation économique, le renforcement de la société civile et le renforcement institutionnel.

42. Des progrès ont été enregistrés en ce qui concerne la mise en œuvre d'un projet visant à établir des pépinières d'entreprises pour les femmes africaines entrepreneurs du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ces deux organismes recevront au maximum 1 million d'euros chacun pour la durée de la phase pilote. La première tranche de crédits, s'élevant à 263 120 euros, a été versée en janvier 2012 au COMESA après validation de la première phase du plan de mise en œuvre. En juillet 2012, la CEDEAO et l'Agence du NEPAD ont signé un accord portant sur un don de 1 million d'euros qui ouvre la voie à la mise en œuvre du projet.

I. Mécanisme africain d'évaluation par les pairs

43. Au cours de la période considérée, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs a renforcé sa position en tant que programme phare de l'Union africaine en matière de gouvernance. En juillet 2012, 31 pays avaient adhéré au Mécanisme : l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Congo, Djibouti, l'Égypte, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, Maurice, le Mozambique, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, la Sierra Leone, le Soudan, le Togo et la Zambie.

44. La Sierra Leone a fait l'objet d'une évaluation au cours du seizième Sommet du Comité des chefs d'État et de gouvernement participant au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Forum d'évaluation intra-africaine), tenu en janvier 2012. En juillet 2012, 15 pays avaient été évalués : l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Mali, Maurice, le Mozambique, le Nigéria, l'Ouganda, le Rwanda et la Sierra Leone. D'autres pays se trouvent à divers stades du processus d'examen : la République-Unie de Tanzanie a accueilli une mission d'évaluation en mars 2012 et le Gabon a achevé son auto-évaluation, ce qui ouvre la voie à une mission d'examen dans le pays au dernier trimestre de 2012. Des rapports d'activité concernant la mise en œuvre des programmes d'action nationaux ont été présentés par l'Algérie, le Burkina Faso et l'Ouganda et examinés par le Forum.

45. Afin que les États membres s'approprient davantage le Mécanisme et pour en renforcer la situation financière et en assurer la durabilité, le Forum a adopté lors de son seizième Sommet les procédures opérationnelles du Mécanisme et établi un comité d'agents de coordination et de conseillers auprès des chefs d'État et de gouvernement dans le cadre des structures du Mécanisme. Ce comité supervisera les aspects financiers et budgétaires du Mécanisme.

46. Avec le soutien technique et financier de ses partenaires stratégiques (BAfD, Commission économique pour l'Afrique et Programme des Nations Unies pour le développement), le Mécanisme a procédé à une révision de ses outils et instruments pour les rendre plus pertinents et tenir compte des nouvelles questions de gouvernance, telles que la gouvernance des institutions, le financement des partis politiques, le rôle de l'enseignement dans la gouvernance et le développement et les meilleures pratiques internationales et régionales. De ce fait, un questionnaire type révisé visant à renforcer et accroître encore la crédibilité de l'examen des pays a été adopté par le Forum en juillet 2012, lors de son dix-septième Sommet.

III. Réaction de la communauté internationale : mettre à profit la dynamique du soutien international au développement de l'Afrique

A. Introduction

47. En dépit de l'environnement géopolitique difficile et du ralentissement de l'économie mondiale, l'Afrique a connu une croissance soutenue, qui a atteint 4,5 % pour l'Afrique subsaharienne en 2011. La hausse des prix des produits de base a certes joué un rôle important dans la reprise qui a suivi la récession, mais l'amélioration des résultats économiques témoigne également des efforts énormes accomplis par les pays africains pour réformer leur économie, régler les conflits et renforcer la gouvernance. Néanmoins, malgré l'amélioration de ses résultats économiques, l'Afrique a enregistré un taux de croissance sensiblement moindre que celui d'avant la crise, qui était de 6,5 %, et insuffisant pour réduire la pauvreté de manière significative.

48. Dans le contexte d'incertitude qui prévaut quant aux perspectives économiques mondiales et compte tenu de la nécessité de consolider les récentes avancées socioéconomiques des pays africains, un partenariat mondial renforcé et durable revêtera une importance critique. Au fil des années, les partenaires de développement ont pris des engagements concernant les besoins de développement de l'Afrique, notamment pour la mise en œuvre des priorités du NEPAD. Le respect de ces engagements sera déterminant pour aider les pays africains à relever les défis auxquels ils se trouvent confrontés en matière de développement et à progresser dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et la mise en œuvre des programmes du NEPAD. À ce jour, des progrès limités ont été enregistrés à cet égard. Ainsi, selon l'OCDE, l'engagement pris en 2005 au sommet de Gleneagles (Royaume-Uni) par le Groupe des Huit, selon lequel il irait au-delà d'un doublement de l'aide publique au développement (APD), n'a été tenu que pour moitié. En 2009, à son sommet de L'Aquila (Italie), le Groupe des Huit a lancé l'Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire et réservé 20 milliards de dollars pour l'agriculture des pays à faible revenu en vue de les aider à remédier à la vulnérabilité croissante de leurs systèmes alimentaires et agricoles et à atteindre l'objectif consistant à réduire de moitié la faim et la pauvreté. Toutefois, en raison de la crise financière mondiale, les pays donateurs retiennent une partie des 20 milliards de dollars et n'en ont déboursé qu'un cinquième.

49. En 2012, lors du sommet qu'il a tenu au Maryland (États-Unis), le Groupe des Huit s'est engagé à tenir le reste des engagements financiers pris dans le cadre de l'Initiative sur la sécurité alimentaire de L'Aquila. Faisant fond sur cette initiative, il a lancé une nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, qui est une initiative ambitieuse axée sur les résultats visant à sortir 50 millions de personnes de la pauvreté au cours des 10 années à venir grâce à la mobilisation de capitaux privés pour l'agriculture africaine et à l'augmentation des investissements et transferts de technologie pour accroître la productivité agricole. Des entreprises du secteur privé se sont engagées à investir plus de 3 milliards de dollars dans l'agriculture africaine.

50. À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de Rio de Janeiro (juin 2012), le Secrétaire général a lancé ce qu'il a appelé le « défi faim zéro » pour attirer davantage l'attention sur la question de la sécurité alimentaire.

Les cinq objectifs principaux de ce défi sont d'assurer l'accès universel à l'alimentation tout au long de l'année, de mettre fin aux retards de croissance des enfants de moins de 2 ans dus au manque d'éléments nutritifs pendant la grossesse et dans les premiers jours de leur vie, d'assurer que les systèmes alimentaires soient durables, de doubler la productivité et le revenu des petits exploitants et de réduire le gaspillage de nourriture tant au niveau des fermes en raison de l'absence de stockage adéquat que chez les consommateurs. L'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire sera réorientée sur cette initiative tout en continuant à servir, pour le Secrétaire général et l'ensemble du système des Nations Unies, de tribune pour tous les volets de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

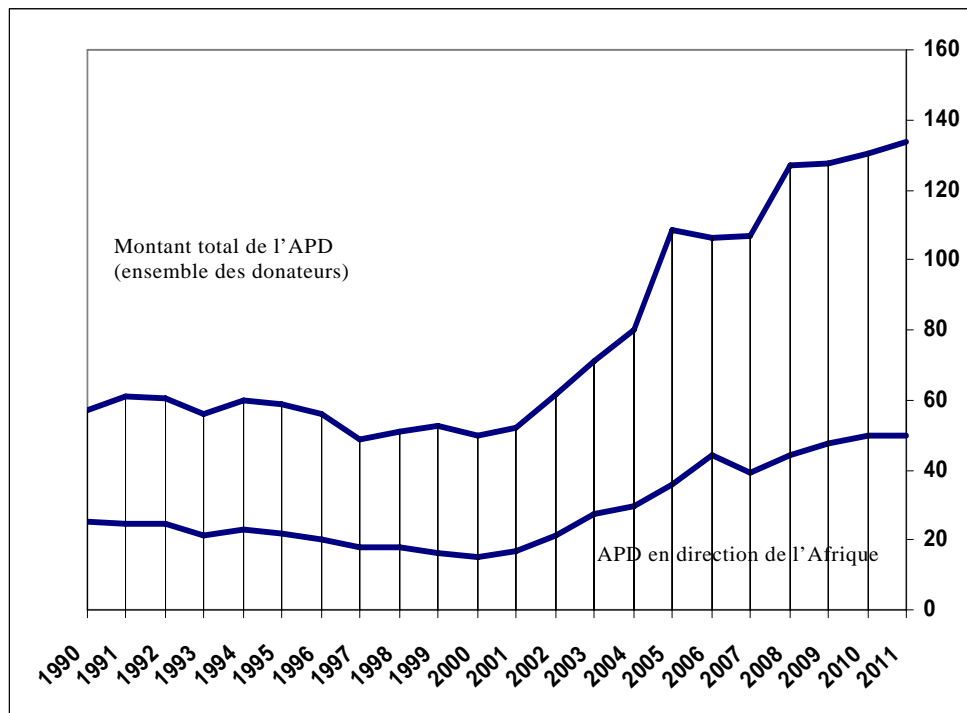
51. À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, les participants ont réaffirmé leur détermination de tenir pleinement les engagements existants, notamment ceux qu'ils ont pris dans le cadre d'Action 21, du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020, de la déclaration politique sur les besoins de développement de l'Afrique, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/1, et du NEPAD.

B. Aide publique au développement

52. Selon l'OCDE, le montant total de l'aide publique au développement (APD) de l'ensemble des donateurs est passé de 128,5 milliards de dollars en 2010 à 133,5 milliards de dollars en 2011. Les flux en direction de l'Afrique ont augmenté modestement, puisqu'ils sont passés de 47,96 milliards de dollars en 2010 à 50 milliards de dollars en 2011 (voir figure). La part de l'Afrique dans l'aide totale fournie par l'OCDE en 2011 est restée pratiquement inchangée à 37 %.

Montant total de l'aide publique au développement de l'ensemble des donateurs

(En milliards de dollars des États-Unis en valeur actuelle)



Source : Base de données en ligne du Comité d'aide au développement de l'OCDE, 2012.

53. Bien que l'APD fournie à l'Afrique ait augmenté depuis 2004, les flux restent inférieurs aux promesses. À ce jour, l'Afrique n'a guère reçu que la moitié de l'augmentation promise lors du sommet de Gleneagles du Groupe des Huit. Le déficit peut être imputé à l'écart entre l'APD effectivement fournie au niveau mondial et les engagements qui ont été pris, d'une part, et au fait que la proportion de l'augmentation totale de l'APD qui est allée à l'Afrique est inférieure aux prévisions, d'autre part.

54. La mise en œuvre du programme relatif à l'efficacité de l'aide revêt d'autant plus d'importance que les perspectives pour l'avenir immédiat sont assez peu prometteuses. Au cours de la période considérée, les donateurs et les bénéficiaires ont continué de mettre en œuvre la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le Programme d'action d'Accra. Des progrès significatifs ont été enregistrés en ce qui concerne le déliement de l'aide : selon le Comité d'aide au développement de l'OCDE, en moyenne 86 % de l'aide n'était pas liée. En revanche, les progrès dans les autres domaines couverts par la Déclaration, en particulier l'utilisation des dispositifs nationaux, restent limités.

55. Se fondant sur les principes de la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra, le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement, établi lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, organisé à Busan (République de Corée) en 2011, a réaffirmé les engagements en faveur d'une coopération efficace au service du développement.

L'un des résultats les plus importants du Forum a été la reconnaissance de l'importance de la contribution de la coopération Sud-Sud au développement international en complément de la coopération Nord-Sud et de la nécessité d'intégrer sur une base volontaire les principes d'efficacité de l'aide dans la coopération au service du développement. Les pays donateurs se sont également engagés à renforcer leur responsabilisation mutuelle ainsi que leur responsabilité à l'égard des pays bénéficiaires visés, de leurs citoyens et des autres parties prenantes. Tout en reconnaissant les progrès considérables qui ont été accomplis, les participants ont préconisé des efforts supplémentaires pour améliorer la qualité, la cohérence et la transparence des rapports concernant le déliement de l'aide.

C. Allègement de la dette

56. Les efforts internationaux visant à résoudre le problème de la dette des pays africains se sont poursuivis dans le cadre des initiatives en faveur des pays pauvres très endettés et des initiatives multilatérales d'allègement de la dette ainsi qu'au niveau bilatéral.

Bénéficiaires actuels et potentiels des initiatives en faveur des pays pauvres très endettés et des initiatives multilatérales d'allègement de la dette (juin 2012)

<i>Statut</i>	<i>Pays</i>
27 pays ayant atteint le point d'achèvement	Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo, Zambie
3 pays en situation intermédiaire (entre point de décision et point d'achèvement)	Comores, Guinée, Tchad
3 pays n'ayant pas encore atteint le point de décision	Érythrée, Somalie, Soudan

Source : Fonds monétaire international (juin 2012).

57. Comme le montre le tableau, 27 pays africains avaient atteint le point d'achèvement en juin 2012 et bénéficiaient de ce fait d'un allègement total de leur dette. En juin 2012, la Côte d'Ivoire s'est vu accorder par le FMI et la Banque mondiale 3,87 milliards de dollars d'allègement de dette, ce montant venant s'ajouter à l'annulation de dette récemment annoncée par les membres du Club de Paris. De ce fait, sa dette sera réduite de 6,5 milliards de dollars. Le Tchad, les Comores et la Guinée ont atteint le point de décision et bénéficient d'un allègement de dette provisoire.

58. Le fardeau de la dette des pays africains a été considérablement réduit grâce aux efforts déployés aux niveaux mondial et bilatéral pour traiter le problème de la dette des pays en développement. Selon les données du FMI, la dette extérieure de l'Afrique, qui représentait 73 % de son produit intérieur brut (PIB) en 1994, n'en représentait plus que 21 % en 2010. Ainsi, pour les pays bénéficiant d'un allègement de dette, le service de la dette a baissé, en moyenne, d'environ 2 % du PIB au cours de la période 2001-2010, ce qui a donné aux pays africains une marge de manœuvre budgétaire bien utile pour accélérer leurs dépenses et investissements consacrés à la lutte contre la pauvreté.

59. Cependant, le niveau d'endettement tolérable a subi le contrecoup de la crise économique et financière mondiale. Sur les 19 pays que le FMI a considérés comme étant en situation de surendettement en 2010, 3 étaient des pays africains pauvres très endettés : les Comores, la Côte d'Ivoire et le Libéria. Leur niveau d'endettement s'est toutefois amélioré avec la reprise de l'économie mondiale. La fragilité de cette reprise et la crise de la dette de la zone euro peuvent cependant compromettre l'endettement que ces pays peuvent tolérer à long terme et accroître la nécessité de mettre l'accent sur l'amélioration de la capacité des pays africains à gérer leur dette, laquelle est cruciale pour une bonne gestion budgétaire.

D. Investissement étranger direct

60. La tendance à la baisse des flux d'investissements étrangers directs (IED) à destination de l'Afrique s'est poursuivie depuis le début de la crise financière et économique mondiale en 2008. Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les flux entrants ont baissé marginalement pour passer de 43,1 milliards de dollars en 2010 à 42,7 milliards de dollars en 2011, ce qui constitue une nouvelle baisse par rapport au montant de 52,6 milliards de dollars enregistré en 2009. La part de l'Afrique dans les flux mondiaux est ainsi tombée de 3,3 % en 2010 à 2,8 % en 2011. L'incertitude économique mondiale présente des risques importants en ce qui concerne la capacité de la région à mobiliser l'IED entrant. L'impact négatif sur les prix des produits de base, joint à l'aversion accrue des investisseurs à prendre des risques, pourrait encore réduire les flux à destination de l'Afrique.

61. Les résultats enregistrés ont varié selon les sous-régions, les flux ayant baissé en Afrique du Nord et en Afrique centrale et augmenté ailleurs. Selon la CNUCED, pour ce qui est de la répartition sectorielle, le secteur primaire s'est taillé la part du lion avec 43 %, l'industrie manufacturière et les services venant ensuite avec 29 % et 28 %, respectivement. Il semble cependant que sur le plus long terme, l'importance relative du secteur primaire soit en train de décliner.

62. À mesure qu'a diminué l'importance relative des partenaires traditionnels en tant que sources d'IED, les pays émergents ont renforcé leur position en Afrique, leur part des investissements entrants ne cessant de croître. Plusieurs pays émergents, dont la Chine, l'Inde et les Émirats arabes unis, ont investi en Afrique en 2011. Ces investisseurs ainsi que d'autres sont de plus en plus attirés par les ressources naturelles abondantes du continent et les possibilités de profits qu'offre l'augmentation des revenus et du nombre de consommateurs. En outre, les pays africains ont accompli des efforts importants pour réformer leur économie et créer un environnement propice aux affaires. Selon le rapport « Doing business » de la

Banque mondiale pour 2012, 13 pays africains ont figuré parmi les 10 pays les plus réformateurs au cours des cinq dernières années. De ce fait, dans le classement de la Banque, plusieurs pays africains soutiennent favorablement la comparaison avec les marchés à croissance rapide des autres régions.

E. Commerce

63. La huitième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tenue à Genève en décembre 2011, a certes réaffirmé l'importance d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles, mais aucun progrès n'a été réalisé dans le cadre du Cycle de Doha de négociations commerciales vers la conclusion d'un accord sur les questions qui touchent l'Afrique, en particulier l'accès aux marchés agricoles et les subventions. L'OMC a lancé un programme de travail pour améliorer le processus d'accession des pays les moins avancés, dont bénéficieront plusieurs pays africains (Guinée équatoriale, Éthiopie, Libéria, Sao Tomé-et-Principe et Soudan). Dix ans après son lancement, on attend toujours l'aboutissement du Programme de Doha pour le développement.

64. Lors de son sommet de 2012, le Groupe des Huit a réaffirmé l'importance que présentent des échanges commerciaux vigoureux en tant que moteur essentiel d'une croissance forte, durable et équilibrée et s'est engagé à s'abstenir de prendre des mesures protectionnistes, à protéger les investissements et à poursuivre ses efforts sur les plans bilatéral, plurilatéral et multilatéral en conformité avec le cadre de l'OMC et en le soutenant.

65. Le troisième examen global de l'Aide pour le commerce, tenu à Genève en septembre 2011, a montré que des progrès ont été réalisés en ce qui concerne le renforcement des capacités liées au commerce de certains des pays les plus pauvres du monde. Il a indiqué que les pays africains dialoguent de plus en plus avec leurs partenaires de développement et que, de ce fait, davantage de ressources sont mobilisées pour l'Aide pour le commerce. Les pays en développement, y compris les moins avancés d'entre eux, ont fait des progrès en ce qui concerne l'intégration du commerce dans leur stratégie nationale de développement. Le montant global de l'Aide pour le commerce a atteint 40,1 milliards de dollars en 2009 (dernière année pour laquelle on dispose de données), l'Afrique intervenant pour 40 % (17 milliards de dollars) de ce total. L'essentiel de cette aide est allé aux infrastructures économiques et au soutien pour le renforcement des capacités de production.

F. Coopération Sud-Sud

66. La coopération Sud-Sud est restée importante pour le développement de l'Afrique en complément de la coopération Nord-Sud. Son rôle en tant que moteur important de la coopération pour le développement a été reconnu lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. Les efforts d'intégration régionale et la coopération avec les pays en développement ont continué de soutenir la transformation économique de l'Afrique.

67. Les activités de coopération entre l'Afrique et les principaux pays émergents qui sont ses partenaires de développement, comme le Brésil, la Chine et l'Inde, se sont poursuivies au cours de la période considérée. Avec le concours de sa banque nationale de développement, le Gouvernement brésilien a pris des mesures pour

l'établissement d'une alliance stratégique avec l'Afrique dans divers secteurs. En mai 2012, la Banque nationale pour le développement économique et social a organisé un séminaire sur l'investissement en Afrique et les possibilités, les défis et les instruments de la coopération économique. Ce séminaire a réuni à Rio de Janeiro des élites brésiliennes du monde des entreprises et de la politique, des représentants de haut niveau de banques de développement multilatérales et régionales et des institutions africaines. La création d'un fonds spécial pour le financement de projets de développement avec le concours d'organismes de prêts multilatéraux comme la BAfD et la Banque mondiale y a été annoncée.

68. L'engagement de la Chine à l'égard de l'Afrique s'est manifesté par des dons. En janvier 2012, la Chine a fait don à l'Union africaine d'un centre de conférences et complexe de bureaux ainsi que de 600 millions de yuan pour ses activités au cours des trois années à venir. En juillet 2012, lors de la cinquième Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine, elle a renforcé son partenariat stratégique avec l'Afrique. Pour les trois années à venir, elle a annoncé des contributions dans cinq domaines essentiels et notamment l'ouverture aux pays africains d'un crédit de 20 milliards de dollars pour le développement de leurs infrastructures, de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des petites et moyennes entreprises. La Chine œuvrera en Afrique en faveur des échanges commerciaux intrarégionaux, de la paix, de la sécurité et du développement. Elle s'est également engagée à promouvoir l'amitié entre les peuples, à mettre en œuvre un programme visant à former 30 000 personnes dans divers secteurs, à offrir 18 000 bourses d'État, à envoyer 1 500 agents médicaux en Afrique et à mettre en œuvre des projets de fourniture d'eau potable.

69. L'Inde a intensifié sa coopération en mettant l'accent sur l'enseignement et le renforcement des capacités. Dans le cadre du Forum Inde-Afrique, elle s'est engagée à créer 80 institutions pour le renforcement des capacités, par exemple un institut du commerce extérieur, un institut de planification et d'administration de l'enseignement, un institut d'informatique, un centre de météorologie régionale, un institut agricole et de développement rural et une école d'aviation civile, et à fournir une aide à l'Institut des sciences de la vie et de la Terre de l'Université panafricaine. Ses programmes humanitaires ont fourni des aides alimentaires, des soins médicaux et des fonds pour aider les pays touchés par des catastrophes naturelles. À la fin avril 2012, 516 bourses avaient été octroyées à des étudiants africains, ce nombre devant atteindre 900 à la fin de 2012. La coopération universitaire a augmenté avec la création de chaires pour la promotion d'études sur l'Inde dans des pays comme Maurice, le Nigéria et l'Afrique du Sud.

G. Villages du Millénaire

70. Au cours de la période considérée, le projet Villages du Millénaire a continué d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire dans 10 sites d'Afrique subsaharienne. Grâce aux progrès de la science et de la technologie, le projet coopère avec des villages pour mettre sur pied et faciliter des plans d'action durables dirigés par les collectivités, adaptés aux besoins spécifiques des villages et conçus pour permettre la réalisation des objectifs du Millénaire.

71. Les rapports d'avancement publiés au terme des cinq premières années d'activité indiquent que des progrès ont été accomplis dans le cadre du projet vers la réalisation des objectifs du Millénaire. Dans le secteur agricole, l'emploi de semences améliorées et d'engrais, joint à la formation des agriculteurs, a permis au minimum de doubler les rendements au cours des premières années du projet. Par voie de conséquence, les niveaux de malnutrition chronique ont baissé. Dans le domaine de l'enseignement, les niveaux de scolarisation dans le primaire ont augmenté et le nombre d'élèves par enseignant a baissé. D'importants progrès ont été réalisés en matière de réduction des taux de mortalité infantile et maternelle. Les résultats obtenus dans le secteur de la santé sont dus en partie à la construction ou à la remise en état de dispensaires et à une dotation appropriée en personnel et matériel, et notamment en eau, électricité et médicaments essentiels. En outre, la disponibilité d'ambulances, de liaisons téléphoniques mobiles et de routes améliorées a contribué à renforcer le système de santé. La gratuité des soins de santé primaires au lieu de prestation des services a été introduite dans tous les sites. Le projet a également mis en place un système d'agents sanitaires locaux, formés et rémunérés. Grâce à des partenariats avec les gouvernements et le secteur privé, l'accès des collectivités aux infrastructures de base s'est amélioré. Certaines innovations, telles que les systèmes d'énergie solaire munis de compteurs, les cuisinières améliorées et les systèmes informatiques sur téléphone mobile, commencent à apporter aux collectivités une amélioration des services et de nouvelles possibilités de croissance. Dans l'ensemble des villages, des centaines de kilomètres de tuyauteries d'adduction d'eau ont été installés, ce qui a rapproché les points d'eau de meilleure qualité de dizaines de milliers de foyers.

72. Le modèle de validation issu du projet commence à être appliqué dans la programmation nationale de plusieurs pays. Les enseignements qui en sont tirés sont intégrés dans les politiques nationales et plusieurs gouvernements se servent du cadre du projet pour intensifier leur politique de développement rural intégré au niveau national.

IV. Appui apporté par les organismes des Nations Unies

A. Généralités

73. En tant que pilier essentiel du soutien international à la mise en œuvre du NEPAD, le système des Nations Unies apporte une contribution importante. L'appui fourni par ses différentes entités aux niveaux régional, sous-régional et national prend des formes diverses allant de l'assistance technique, du renforcement des capacités et du financement à la sensibilisation et aux activités normatives. Le rapport le plus récent du Secrétaire général sur l'appui apporté par le système des Nations Unies au NEPAD (E/AC.51/2012/5) contient des renseignements détaillés sur la nature et la portée du soutien fourni au cours de l'année écoulée.

74. En octobre 2011, pour commémorer le dixième anniversaire du NEPAD, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et d'autres entités des Nations Unies ont joué un rôle clef de sensibilisation aux réalisations du NEPAD aux niveaux mondial, régional et national. Une semaine du NEPAD a ainsi été organisée lors de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale pour renforcer les partenariats à l'appui de sa mise en œuvre.

B. Renforcement du mécanisme de coordination régionale des organismes et institutions des Nations Unies œuvrant au soutien de l'Union africaine, du NEPAD et du système de groupes thématiques

75. Au cours de la période considérée, le système des Nations Unies a continué de fournir un appui technique et institutionnel au NEPAD. Ses diverses entités ont continué d'harmoniser leurs activités avec les priorités de l'Union africaine en achevant l'élaboration des plans d'activité des groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale. D'importants progrès ont également été réalisés en ce qui concerne l'établissement de mécanismes de coordination sous-régionaux, notamment celui de l'Afrique orientale et australe, qui a été lancé en novembre 2011 en préalable à la douzième session du Mécanisme de coordination régionale.

76. Parmi ses principales réalisations, le Mécanisme a fourni son concours pour assurer les services de secrétariat des sommets de l'Union africaine, mettre en œuvre divers programmes pour le développement de l'Afrique, notamment le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et le Programme de développement des infrastructures en Afrique, et intégrer les questions transversales, telles que l'égalité des sexes et l'emploi, dans les activités des organismes et institutions des Nations Unies opérant en Afrique.

77. Le secrétariat conjoint ONU-Union africaine du Mécanisme a achevé un exercice visant à aider les organismes et institutions des Nations Unies à élaborer un programme de travail pluriannuel pour l'Agence du NEPAD, tâche indispensable pour l'aider à passer de son ancien rôle de secrétariat à celui d'un organisme technique de l'Union africaine. Ce programme de travail est en cours de mise en œuvre.

78. À sa douzième session, le Mécanisme a sensiblement progressé vers la mise en œuvre d'un programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine. Les participants se sont efforcés de clarifier la notion de renforcement des capacités et ont examiné un projet de programme de travail détaillé. Des recommandations ont été formulées sur l'élaboration d'un mécanisme efficace de suivi et d'évaluation du programme de travail. Pour renforcer la cohérence et les synergies, il a été souligné que la nécessité de disposer de ressources financières suffisantes pour mettre en œuvre les plans d'activités constitue un défi essentiel. Pour faciliter le soutien à l'Union africaine pour le renforcement des capacités, un programme de travail détaillé a été mis au point pour le système des Nations Unies; celui-ci définit les domaines prioritaires de l'Union africaine et du NEPAD, le soutien particulier attendu des neuf groupes thématiques du Mécanisme et les cadres de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des interventions du système des Nations Unies en matière de renforcement des capacités.

79. L'Équipe spéciale interinstitutions pour l'Afrique, présidée par le Conseiller spécial sur l'Afrique, a continué de servir de cadre efficace pour permettre aux entités du système des Nations Unies de partager connaissances et expériences. L'Équipe spéciale a notamment participé activement à l'élaboration des rapports du Secrétaire général sur l'appui du système des Nations Unies au NEPAD ainsi que sur les causes de conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique et au processus de consultation pour l'établissement d'un mécanisme de suivi des engagements concernant les besoins de l'Afrique en matière de développement.

V. Conclusions et recommandations

80. Les pays africains ont accompli des progrès significatifs dans l'application des priorités sectorielles du NEPAD, en particulier dans les domaines de la gouvernance, des infrastructures, des technologies de l'information et des communications et de l'agriculture, tandis que la communauté internationale a réalisé des progrès en matière d'allègement de la dette, d'APD et d'Aide pour le commerce. Alors que le NEPAD entame sa deuxième décennie et entre plus avant dans la phase de mise en œuvre, la satisfaction des besoins de l'Afrique en matière de développement et la mise en œuvre effective et complète du programme du NEPAD exigent une détermination et un leadership clairs pour transformer les idéaux et la vision des fondateurs du NEPAD en actions et réalités politiques.

81. Malgré les efforts visant à promouvoir le développement des infrastructures nationales et régionales de l'Afrique, le déficit structurel en la matière demeure un obstacle grave à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Pour le surmonter, les pays africains doivent maintenir la tendance à l'augmentation des investissements dans les infrastructures en y consacrant davantage de ressources, en poursuivant les processus de réforme réglementaire et en renforçant les initiatives transfrontalières dans le cadre du Programme de développement des infrastructures en Afrique. Ils doivent aussi continuer d'améliorer les capacités de la Commission de l'Union africaine, de l'Agence du NEPAD et des communautés économiques régionales.

82. Les gouvernements africains et leurs partenaires de développement doivent s'efforcer d'accroître les investissements dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation pour tirer pleinement profit du progrès, et notamment accroître la valeur ajoutée dans le secteur des ressources naturelles, la création d'emplois et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

83. Des progrès ont été réalisés dans le cadre des efforts visant à mettre en œuvre les engagements en matière de parité des sexes grâce au renforcement de la politique sociale et à l'adoption de lois pour la promotion des droits socioéconomiques des femmes africaines. Malgré ces améliorations, des défis et des obstacles demeurent, notamment une situation du marché du travail qui restreint l'accès des femmes à l'emploi et les barrières socioculturelles qui constituent toujours des obstacles majeurs à la participation des femmes, lesquelles sont en proie à l'insécurité en matière de revenu et d'emploi. Comme cela a été réaffirmé lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, l'Afrique et ses partenaires de développement doivent accorder la priorité à des mesures visant à promouvoir la parité des sexes et l'autonomisation des femmes dans toutes les sphères de la société. Les pays africains doivent poursuivre leur action pour promouvoir la parité aux niveaux politique et décisionnel, notamment dans le cadre de réformes constitutionnelles.

84. Étant donné l'importance que revêt l'agriculture dans le développement du continent et dans le but d'assurer la sécurité alimentaire et la préparation en prévision de futures crises alimentaires, les États africains doivent progresser vers la réalisation de l'objectif consistant à allouer 10 % de leur

budget national au développement de l'agriculture et dépasser l'objectif de 6 % de croissance pour le secteur agricole.

85. En dépit des progrès accomplis par les pays africains en matière de gouvernance, beaucoup reste à faire. En particulier, les pays africains doivent prendre des mesures pour améliorer encore leur gouvernance économique et politique. Les pays qui ont fait l'objet d'un examen par les pairs doivent mettre pleinement en œuvre les recommandations figurant dans leur programme d'action national, le cas échéant avec le soutien de leurs partenaires de développement.

86. La part de l'Afrique dans le marché mondial de l'agriculture est extrêmement faible et a encore diminué au cours des dernières années. Dans un tel contexte, les partenaires de développement doivent prendre des mesures énergiques pour mener à bonne fin les négociations commerciales comportant un volet développement, ce qui réduirait les subventions sur les produits agricoles qui ont des effets de distorsion sur le commerce, donnerait davantage accès aux marchés aux agriculteurs africains et réduirait ou éliminerait les obstacles au commerce aux niveaux national et mondial.

87. D'énormes progrès sont possibles en ce qui concerne le développement de l'Afrique si la communauté internationale concrétise ses engagements. Comme l'a réaffirmé la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, les partenaires de développement doivent, en matière d'aide au développement, honorer leurs engagements concernant l'APD et tenir les promesses qu'ils ont faites dans le cadre du Partenariat de Busan.

88. Quelques pays africains ont certes bénéficié d'un allègement substantiel de leur dette, mais il faut étendre les initiatives d'allègement de la dette en faveur des pays pauvres très endettés ainsi que les initiatives multilatérales aux pays africains qui ne sont pas des pays pauvres très endettés, tels que les pays à moyen et faible revenu, car les incidences de la crise de la zone euro et la lenteur de la reprise économique mondiale risquent de compromettre le degré d'endettement qu'ils peuvent tolérer ou réduire leur capacité à mobiliser des ressources.

89. Conformément au document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe), dans lequel l'économie verte est considérée comme un outil important pour parvenir au développement durable, les pays développés doivent accroître leur soutien à la mise en œuvre de politiques de croissance verte en Afrique. Ils pourraient élaborer à cette fin une stratégie d'investissement visant à faciliter la transition vers une économie verte.